



COOPÉRATION

La boucle énergétique Congo-RDC-Angola à l'étude

Les experts de la République du Congo, de l'Angola et de la République démocratique du Congo (RDC) se sont réunis du 27 au 28 septembre à Brazzaville, dans le cadre du projet de la boucle de l'amitié éner-

gétique. L'initiative vise à augmenter la production et améliorer la qualité du courant électrique au niveau des trois pays. Il est question de doter la sous-région d'une nouvelle architecture énergétique intégrée

avec des centrales et des lignes à haute et très haute tension devant fournir l'énergie électrique aux industriels et à la population.

Page 4

EDUCATION

Renforcer la lutte contre la violence en milieu scolaire



Renforcer la lutte contre les violences en milieu scolaire

A quelques jours de la rentrée scolaire 2022-2023, les pouvoirs publics et les partenaires sont appelés à renforcer le dispositif sécuritaire dans les écoles afin de permettre aux élèves d'étudier dans la quiétude. L'approche déjà implémentée consistant à installer les postes de sécurité dans les établissements scolaires a permis de réduire la marge d'insécurité. Mais, elle devrait être étendue vers d'autres structures éducatives.

Page 2

GOUVERNEMENT

Des rappels importants faits aux ministres



Anatole Collinet Makosso présidant le premier Conseil de cabinet

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a rappelé hier aux membres du gouvernement, au cours d'un conseil de cabinet à Brazzaville, les priorités contenues dans la feuille de route dévoilée en juin 2021 devant la re-

présentativité nationale. Selon le ministre de la Communication et des Médias, Thierry Lézin Moun-galla, « le Premier ministre a demandé aux membres du gouvernement d'être présents sur le terrain. Dans le travail

gouvernemental, nous avons d'une part la réflexion menée par les cabinets, et d'autre part, la population qui attend de nous proximité et présence sur le terrain ».

Page 2

FONCTION PUBLIQUE

Les diplômés des écoles professionnelles réclament leur intégration

Dans une déclaration rendue publique le 28 septembre dans la capitale congolaise, les étudiants finalistes des écoles professionnelles ont lancé un appel au gouverne-

ment en vue de leur intégration à la Fonction publique. Ils se sont exprimés à l'issue des séances de travail avec les représentants du ministère de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale.



Les membres du SDEP

EDITORIAL

Financements additionnels

Page 2

Page 9

ÉDITORIAL

Financements additionnels

Le champ d'intervention des sports est aussi large que varié. En témoigne la trentaine de fédérations sportives reconnues par les autorités compétentes. Toutes, sans exception, sont rattachées au budget de l'Etat surtout quand elles sont engagées dans les compétitions internationales. Logique dans la mesure où il n'y a pas de sport de haut niveau sans financements.

Aux termes de la loi 11-2000 du 31 juillet 2000, le gouvernement avait créé le Fonds national pour la promotion et le développement des activités physiques et sportives aux fins de donner un coup de pouce au financement du sport national et soulager tant soit peu le budget de l'Etat. Mais il aura fallu attendre vingt ans après pour le doter d'un cadre juridique. Sa session inaugurale, tenue le 12 juin 2020, avait été perçue comme un début de solution. L'on constate que jusqu'alors les sportifs congolais éprouvent les mêmes difficultés pour participer à des compétitions internationales.

Alimenter le fonds devient une nécessité. Les ressources de cette structure proviennent des revenus d'exploitation commerciale et publicitaire des équipements, des établissements sportifs ainsi que des manifestations sportives radiodiffusées ou télévisées. S'ajoutent à cette liste, les taxes spéciales sur les sociétés et les entreprises sportives, mais aussi celles prélevées sur la consommation d'alcool et de tabac, le prélèvement sur les sommes engagées dans les paris sportifs et les paris mutuels urbains...

La nouvelle donne devrait aussi motiver toutes les sociétés et entreprises installées au Congo à jouer leur rôle dans l'épanouissement des disciplines sportives. Après tout, la réussite d'un tel engagement dépendra de la capacité managériale des membres chargés de trouver les financements additionnels auprès des sponsors.

Les Dépêches de Brazzaville

GOVERNEMENT MAKOSSO II

Les ministres invités à être plus proches de la population

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a rappelé aux membres de la nouvelle équipe gouvernementale, le 28 septembre à Brazzaville, la feuille de route dévoilée en juin 2021 devant la représentativité nationale, leur demandant d'être présents sur le terrain.



Anatole Collinet Makosso président la première réunion du Conseil de cabinet/Primature

« Le Premier ministre a demandé aux membres du gouvernement d'être présents sur le terrain. Il est vrai que dans le travail gouvernemental nous avons tout un aspect de réflexion, de cabinet qui est nécessaire parce qu'on ne peut mener une action sans y avoir réfléchi au préalable, mais la population attend de nous la proximité et la présence sur le terrain », a rapporté le ministre de la Communication et des Médias, porte-parole du gouvernement, Thierry Lézin Mougalla. Le gouvernement Makosso II est mis en place au moment où le pays fait face à une crise alimentaire due au conflit armé qui oppose depuis plusieurs mois la Russie à l'Ukraine. En dépit de la mise en œuvre du plan de résilience, les prix des denrées alimentaires connaissent une augmentation excessive sur le marché congolais. Une situation qui préoccupe également la nouvelle équipe gouvernementale qui en a fait l'une de ses priorités. « Nous pouvons mettre en avant les questions du pouvoir d'achat, compte tenu de

la conjoncture mondiale du renchérissement du coût des matières premières, notamment les denrées alimentaires, qui pèsent sur le panier de la ménagère. Il s'agit de mettre en œuvre le plan de résilience adopté par le gouvernement Makosso I qui va connaître son rythme de croisière », a annoncé le ministre. L'exécutif entend également répondre aux questions quotidiennes, parmi lesquelles les problèmes d'énergie (eau et électricité), la santé, l'emploi des jeunes et l'éducation. « Ce sont des questions extrêmement prioritaires aux yeux de notre population », selon Thierry Lézin Mougalla. Pour remporter les douze batailles contenues dans le programme d'action du gouvernement, Anatole Collinet Makosso a insisté sur la continuité par l'expérience et l'efficacité. « Vous avez remarqué qu'une grande partie du gouvernement a été maintenue, ce n'est pas la clause de style, c'est simplement que la machine gouvernementale reprenne au plus vite parce

que les défis sont nombreux. Vous remarquez également que le quinquennat du chef de l'Etat a déjà dix-huit mois, donc il s'agit pour les trois ans et demi qui restent de mener une action vigoureuse », a poursuivi le porte-parole du gouvernement. Quant à l'efficacité, le Premier ministre y a insisté pour que l'expérience cumulée puisse conduire à un renforcement des acquis du gouvernement Makosso I, où certaines politiques étaient assez efficaces. En effet, le nouveau gouvernement a enregistré l'entrée de trois ministres. « Les trois entrées correspondent à trois cadres venus du cabinet du président de la République. Il s'agit donc là du gage de leur propre expérience de l'Etat et de leur capacité à se mettre au rythme et à la cadence du gouvernement. Nous avons reçu notre feuille de route gouvernementale, chacun de nous, après l'avoir intériorisée, va s'en presser de la mettre en œuvre », a conclu le ministre en charge de la Communication. Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ingamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossilé
Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture: Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)
PAO
Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubmelé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marliane Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél.: (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

ENERGIE ET HYDRAULIQUE

Le transport et la distribution, une véritable équation

Le nouveau ministre de l'Energie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, entend travailler d'arrache-pied pour venir à bout des problèmes de transport, de distribution d'eau et de l'électricité.

Emile Ouosso s'est donné, le 27 septembre à Brazzaville, au cours de la cérémonie de pas-sation de consignes avec Ho-noré Nsayi, ministre sortant, pour mission de garantir l'eau et l'électricité à tous les Congolais et aux industriels.

« C'est au gouvernement de régler les problèmes "de trans-port et de distribution" [NDLR] et les régler, c'est être ensemble dans la cohésion et la cohé-rence. Nous sommes en ligne de mire de la population qui veut son eau et son électricité. C'est la chose la plus impor-tante », a fait savoir ce membre du gouvernement.

Parmi les actions à mener fi-gurent la signature de la convention de subvention entre le gouvernement et la société Lincoln, en vue de doter le pays d'un réseau de transport et de distribution de l'électri-cité moderne ; l'élaboration du décret portant approbation d'un contrat de concession entre le Congo et la société Aksa en-ergy ; l'élaboration du décret portant approbation des codes de réseau pour garantir l'équité de tous les opérateurs faisant transiter leur feu d'électricité sur les lignes du gestionnaire du réseau ; la validation de la feuille de route pour la promo-tion des énergies renouvelables et efficacité énergétique de l'Afrique centrale ; la signature d'un protocole d'accord pour le développement d'une centrale



Photo de famille /Adiac

solaire photovoltaïque de 50MW à Ngo, dans le département des plateaux ; la signature d'un contrat de concession de la cen-trale hydroélectrique de Lioues-so ; le protocole inter-Etat sur la boucle de l'amitié énergétique entre le Congo, la République

gestion déléguée des infrastruc-tures de production et de dis-tribution d'eau potable sur la rivière Loubomo à la société 3P Renewables Switzerland ; l'éla-boration et la négociation de la convention de concession avec la même société pour la réhabi-

tend rester sur les traces de son prédécesseur pour mettre en œuvre les projets initiés par l'ad-ministration sortante. « Nous avons la charge, ensemble en tant que gouvernement, d'apporter l'eau et le courant aux Congolais, aux entre-

« Produire de l'eau et de l'électricité, ce n'est pas les cris à la radio et à la télévision, ni les effets d'annonce. C'est un travail productif en silence. Et c'est la population qui va vous acclamer quand elle aura de l'eau propre, le courant sans délestage »

démocratique du Congo et l'An-gola ; la signature d'un proto-cole d'accord avec la société égyptienne Mac court. Dans le secteur de l'eau, on note, entre autres, l'élaboration du décret portant attribution de la

litation et le renforcement des infrastructures de production et de distribution d'eau potable à partir du Lac Ngouamboussi, à Pointe-Noire. Pour ce faire, le ministre de l'Energie et de l'Hydraulique en-

prises, aux villes, au monde rural et cette eau est produite grâce à l'eau elle-même, au pétrole, au gaz, à l'éolienne, au solaire. Je m'appuierai sur vous (ministre sortant) pour négocier avec ceux qui

gèrent toutes ces sources qui nous permettent de produire le courant et la bonne eau », a-t-il indiqué. L'occasion pour lui d'appeler les cadres dudit ministère à plus d'efficacité. « Produire de l'eau et de l'électricité, ce n'est pas les cris à la radio et à la télé-vision, ni les effets d'annonce. C'est un travail productif en silence. Et c'est la population qui va vous acclamer quand elle aura de l'eau propre, le courant sans délestage », a-t-il dit d'un ton imposant.

Au nombre des défis : l'augmen-tation de l'offre de production, l'accès à faibles coûts de l'eau et de l'électricité et l'assurance d'un service public continu de bonne qualité. « C'est une mis-sion ardue et exaltante... par rapport à l'immensité de la tâche », a reconnu Honoré Nsayi. Avant de poursuivre : « Ces sec-teurs [NDLR] sont dans une phase de profonde mutation, avec les réformes des opéra-teurs publics qui ont débouché sur la création des sociétés de patrimoine de l'eau et de l'élec-tricité, et qui assurent, à titre transitoire, le service public de l'eau et de l'électricité ». Malgré d'importants efforts fournis et les signes percep-tibles d'une embellie de ser-vice public, la satisfaction des consommateurs de ces denrées particulières n'est pas encore au rendez-vous.

Josiane Mambou Loukoula

ZONES ÉCONOMIQUES SPÉCIALES

Jean-Marc Thystère Tchicaya prend les rênes du ministère

Le ministre des Zones économiques spéciales (ZES) a pris ses fonctions, le 27 septembre à Brazzaville, après la passation de consignes avec le ministre sortant, Emile Ouosso.

La passation de service a porté sur le cadre juridique et institutionnel, le personnel, la situation budgétaire, le patrimoine, l'état des lieux et les dossiers prioritaires.

« Sans délai, je m'emploierai au développement des Zones écono-miques spéciales et de la diversification économique avec l'aide éclairée du ministre Emile Ouosso », a déclaré Jean-Marc Thystère Tchicaya dans son allocution de circonstance.

Pour relever les défis de ce département, le ministre a sur sa table des dossiers prioritaires, à savoir l'atelier de validation des livrables pro-duits par le cabinet Deloitte pour l'opérationnalisation de l'Agence de planification, de promotion et de développement des ZES, le suivi de la situation relative aux expropriations dans les ZES, le suivi des projets de textes en cours de contrôle de conformité et régularité juridique au secrétariat général du gouvernement, le suivi d'un financement né-cocié avec Exim Bank Inde en vue d'accompagner le groupe Arise IIP, à charge du développement des ZES de Pointe-Noire, Oyo-Ollombo, Ouosso et l'opérationnalisation des projets portuaires.

Aussi, entre autres, la préparation et l'organisation des missions d'ex-ploration des ZES par les sociétés et groupes industriels turcs, le projet de création d'une banque d'investissement dans les ZES par la société Akhenaton Capital management limited, la reprise des discus-sions avec le Fonds de développement sino-africain, la société pour l'aménagement de l'emprise A de la ZES de Pointe-Noire, le dossier Tinda-Cash.



La passation de service entre les deux ministres /Adiac

J.M.L.

ELECTRICITÉ

Une boucle énergétique pour booster le secteur

Le ministre de l'Energie et de l'Hydraulique, Emile Ouosso, a ouvert, le 27 septembre à Brazzaville, la réunion des experts des deux Congo et de l'Angola sur la boucle de l'amitié énergétique.

La réunion tripartite, tenue en prélude à la session des ministres qui aura lieu le 29 septembre, permettra aux experts de faire un état des lieux des réseaux électriques des différents pays ; d'évaluer les déficits énergétiques ; et de projeter les réseaux à construire pour répondre aux besoins des industriels et de la population. Cette initiative est née de la volonté des chefs d'Etat, Denis Sassou N'Guesso et Félix Antoine Tshisekedi Tchilombo, qui ont signé le 6 décembre dernier à Brazzaville, une déclaration conjointe sur la collaboration énergétique entre leurs deux pays, dans le but d'augmenter la production et la qualité du courant électrique pour booster le secteur de l'énergie et relancer leur économie. En clair, il



La réunion avec les expertsAdiac

s'agit de rétablir l'équilibre macroéconomique et la création d'emplois directs et indirects pour le bien-être de la population. Une vision partagée par l'Angola pour doter la sous-région d'une nouvelle

architecture énergétique intégrée, avec des centrales et plusieurs lignes à haute et très haute tension, destinées à fournir de l'énergie électrique aux industriels et à la population des trois pays. Cet accord, objet de

la mise en place d'un cadre de coopération, permettra d'augmenter la production et développer le réseau de transport pour satisfaire au besoin de l'énergie électrique pour les trois pays. Notons que le Congo envi-

sage d'augmenter son parc de production avec l'extension de 470 MW à 1000 MW de la capacité de la centrale électrique à gaz de Cote Matève, l'extension à 200 MW de la capacité de la centrale électrique à gaz de Djéno, le développement des sites hydroélectriques le long du fleuve Congo d'une capacité de près de 3 000 MW ainsi que la construction des lignes 400 kV à double ternes Inga-Cabin-da-Pointe-Noire et Pointe-Noire-Brazzaville-Kinshasa. « A l'horizon 2030, l'interconnexion électrique permettra la desserte du Congo, de la République démocratique du Congo, la Centrafrique, le Gabon, l'Angola et de l'Afrique australe à partir de Lusaka (Zambie) », a conclu Emile Ouosso. Josiane Mambou Loukoula

LUTTE CONTRE LA FLAMBÉE DES PRIX

Le réseau des associations des consommateurs se redynamise

Suite à l'augmentation des prix des biens et services sur le marché, le Réseau des associations des consommateurs (RAC) se remet en ordre de bataille et s'engage dans sa réorganisation ainsi que la formation des structures membres. Une manière de lutter efficacement pour le bien des consommateurs.

La plateforme qui regroupe les associations militant pour le bien des consommateurs a, en effet, organisé récemment une session au cours de laquelle elle a opté pour le renforcement de son identité organisationnelle et sa gouvernance. Cette dernière peut désormais s'engager juridiquement et étendre son champ d'action. Lors de ces retrouvailles, une session de formation sur des thématiques transversales a été également initiée au profit des associations membres avant d'examiner, adopter et valider les documents de base du RAC. Selon le nouveau coordonnateur de cette structure qui a été élu à la même occasion, Mermans Babounga Ngondo, tous les objectifs ont été atteints et la nouvelle équipe se met d'ores et déjà au travail. « Nous



avons pu examiner et adopter les documents fondamentaux du RAC ; renforcer les capacités opérationnelles des organisations de la société civile membres sur des problématiques transversales comme le leadership, la mobilisation des ressources, la vision et la gouvernance d'un réseau », a-t-il indiqué. Le bureau exécutif du RAC qui

la nouvelle équipe du RAC s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du projet « Renforcement de la structuration du réseau des associations des consommateurs pour améliorer leur mobilisation et leur protection au Congo ». A cet effet, l'Observatoire congolais des droits des consommateurs a bénéficié d'une subvention de l'ambassade de France, via le Programme d'appui à l'amélioration des conditions de vie de la population vulnérable au Congo (PISCA), pour une période allant du 2 mai 2022 au 30 juillet 2023. Le PISCA vise à contribuer au renforcement des capacités organisationnelles et opérationnelles des organisations de la société civile membres du réseau afin qu'elles répondent mieux aux plaintes des consommateurs. Rude Ngoma

VIOLENCES EN MILIEU SCOLAIRE

Un des défis de la prochaine rentrée des classes

Des violences de tous ordres sont observées dans les écoles depuis quelques années déjà. Renforcer le dispositif de lutte contre ce fléau est l'un des défis de la prochaine année scolaire dont la rentrée est prévue pour le lundi 3 octobre.

Depuis un certain temps, les rivalités entre les lycées d'enseignement technique et général accroissent les violences en milieu scolaire à Brazzaville et à Pointe-Noire. Au dernier trimestre de l'année scolaire écoulée, en mai plus précisément, des élèves ont été interpellés par les forces de police avant d'être présentés devant le procureur puis transférés à la Maison d'arrêt, écroués par le juge des enfants et le quatrième cabinet d'instruction près le Tribunal de grande instance de Brazzaville. Motifs : destruction de biens immobiliers et tentative d'incendie volontaire.

Dispositif à consolider

Face à la recrudescence des violences en milieu sco-

laire, les pouvoirs publics ne sont pas restés bras croisés. Comme mesure de prévention, le gouvernement avait résolu d'installer les postes de police dans les établissements scolaires. Le cas du complexe Antonio-Agostinho- Neto qui abrite deux lycées, un collège et une école primaire où les bagarres avaient causé la mort d'un élève. Depuis qu'un poste de police y a été installé, en décembre 2021, élèves et enseignants travaillent dans la quiétude. Les ministres Jean-Luc Mouthou et Raymond Zéphirin Mboulou qui inauguraient ce poste de sécurité publique soulignaient que l'initiative devrait être élargie à d'autres établissements, de sorte que les élèves apprennent dans les meilleures conditions et que

les violences en milieu scolaire soient anticipées. A ce jour, l'élargissement de cette initiative jugée louable par les élèves, parents d'élèves et personnel enseignant tarde à se réaliser. Cette réalisation ne se fera pas en claquant les doigts, encore faudrait-il que les moyens conséquents soient réunis pour installer les postes de police dans d'autres établissements.

Des partenaires comme l'Unicef

Dans la lutte contre les violences en milieu scolaire, le gouvernement n'est pas seul. Le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) qui a, entre autres, vocation d'assurer la protection de l'enfance met en œuvre l'initiative "Ap-

prendre en sécurité". Cadre institutionnel, prévention de violences, mobilisations de ressources font partie des axes d'intervention de ce projet à Brazzaville, à Pointe-Noire et dans la Likouala. Il est question pour l'agence onusienne, en collaboration avec ses multiples partenaires, d'apporter sa pierre à l'édifice pour mettre fin aux violences scolaires.

Pour l'année scolaire qui commence

La représentante de l'Unicef, Chantal Umutoni, a réitéré la volonté de travailler d'arrache-pied pour cette cause, lors du tout récent Conseil national de l'éducation préscolaire, primaire et secondaire tenu il y a quelques jours à

Brazzaville. La rentrée des classes est prévue pour le 3 octobre. La qualité des apprentissages, les performances du système éducatif dépendent en partie de l'ordre qui doit régner dans les établissements scolaires. Le gouvernement et ses partenaires, dont les parents d'élèves, devraient redoubler d'efforts pour lutter efficacement contre les violences en milieu scolaire. L'initiative visant à installer les postes de police dans les écoles devrait s'élargir progressivement, notamment dans les établissements qui constituent des points chauds, lesquels sont d'ailleurs connus. L'augmentation des violences dans les écoles en fait un impératif.

Rominique Makaya



Renforcer la lutte contre la violence en milieu scolaire/DR

EDUCATION

150 étudiants congolais obtiennent des bourses d'études en Russie

Les étudiants baptisés « Promotion Pierre-Legrand » ont été reçus, le week-end dernier à Brazzaville, par le directeur de cabinet de la ministère de l'Enseignement supérieur et de l'Innovation technologique, Jean Omer Abolo, en présence de la directrice de la maison russe du Congo, Maria Fakrutdinov.

Chaque année, la fédération de Russie octroie, dans le cadre de la coopération russo-congolaise, des bourses d'études aux jeunes étudiants congolais désireux de poursuivre leur cursus dans des universités et instituts supérieurs russes. Au titre de cette année, cent cinquante étudiants ont été retenus, sélectionnés sur la base du mérite pour avoir obtenu leurs baccalauréats avec de fortes moyennes. « Chaque année, à partir des mois de septembre et octobre, nous organisons des concours pour attribuer des bourses d'études russes au profit des étudiants congolais. Dans la sélection, nous retenons



Des étudiants congolais bénéficiaires de la bourse d'études en Russie/Adiac

ceux qui ont eu les plus fortes moyennes au baccalauréat. Le dépôt des dossiers de candidatures se fait aussi en ligne sur un site Internet ouvert à cet effet », a souligné Maria Fakrutdinov.

Dans ce nombre, il y a quelque Congolais chercheurs qui sont admis au cycle de doctorat en Russie. Là-bas, ces jeunes étudiants vont poursuivre leur cursus universitaire dans plusieurs filières, parmi

lesquelles la médecine, l'architecture, la géologie, la pétrochimie, l'électromécanique et l'informatique. S'adressant aux étudiants bénéficiaires de la bourse, le directeur de cabinet de la ministère de l'Enseigne-

ment supérieur leur a fait savoir que le pays attend beaucoup d'eux pour impulser son développement économique. Il les a incités à travailler d'arrache-pied pour honorer le pays. « Vous n'irez pas en Russie pour faire le tourisme, plutôt pour étudier. Vous n'y serez pas non plus pour immigrer à travers le monde après vos études, mais pour venir mettre vos connaissances au service de la nation. Une fois là-bas, vous êtes tenus de respecter les lois de votre pays d'accueil et vous devez vous adapter à votre environnement social », a conseillé Jean Omer Abolo.

Firmin Oyé



AVIS DE VACANCE DE POSTE

Chargé (e) de programme, Genre et Droits Humains

Intitulé du poste : Chargé (e) de programme, Genre et Droits Humains
Niveau : NO-C
Numéro du poste : 00032720
Lieu d'affectation : Brazzaville, Congo
Type de contrat : Fixed - Term
Durée Déterminée / Temporaire : Durée déterminée
Rotationnel / Non Rotationnel : Non Rotationnel
Durée : Un an (renouvelable)

VEUILLEZ NOTER QUE CE POSTE EST OUVERT UNIQUEMENT AUX RESSORTISSANTS DU CONGO.

Date de clôture le 13 octobre 2022

Le Poste :
Le/la Chargé(e) de Programme est responsable de la conception stratégique, de la mise en œuvre et des relations de partenariat autour de la composante Genre et droits humains, y compris en situation humanitaire et de consolidation de la Paix, du Programme Pays du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) en République du Congo.

Ce poste est sous la supervision globale du Représentant Résident et sous la supervision directe de l'Assistant Représentant.

Comment faire la différence :
L'UNFPA est l'agence des Nations Unies mandatée pour la réalisation d'un monde où chaque grossesse est désirée, chaque accouchement est sans danger et le potentiel de chaque jeune est réalisé. Le plan stratégique de l'UNFPA (2022-2025) réaffirme la pertinence de l'orientation stratégique actuelle de l'UNFPA et met l'accent sur trois résultats transformateurs : (i) mettre fin aux décès maternels évitables ; (ii) mettre fin aux besoins non satisfaits en matière de planification familiale ; et (iii) mettre fin aux violences basées sur le genre et aux autres pratiques néfastes. Ces résultats reflètent ses engagements stratégiques visant à accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs de la CIPD et des ODD au cours de la décennie d'action menant à 2030. Le plan stratégique de l'UNFPA appelle les États membres de l'ONU, les organisations et les individus à mieux avancer et accélérer le processus de réalisation des objectifs fixés, tout en s'attaquant aux impacts négatifs de la pandémie de Covid-19 et en récupérant les gains perdus à cause de cette pandémie.

Dans un monde où les droits humains fondamentaux sont menacés, nous avons besoin d'un personnel de bonne éthique qui incarne les normes et standards internationaux, et qui les défendra avec courage et conviction.

L'UNFPA recherche des candidats qui transforment, inspirent et produisent des résultats durables et à fort impact. Il a besoin des candidats transparents, exceptionnels dans la gestion des ressources qui leur sont confiées et qui s'engagent à atteindre l'excellence dans les résultats de programme.

Objectif du Poste :
La défense et promotion de l'équité et des droits humains est un des piliers stratégiques du Plan Stratégique 2022-2025 de l'UNFPA au niveau mondial. L'agence veille à accompagner et appuyer les efforts nationaux pour réaliser, entre autres objectifs transformateurs, un monde avec zéro pratique néfaste contre les femmes et les filles. Le/La chargé(e) de programme Genre et Droits Humains est un poste de niveau senior, ayant pour responsabilité d'accompagner la République du Congo et ses partenaires clés à développer et mettre en œuvre des stratégies et actions efficaces et efficaces de lutte contre les violences basées sur le genre. Il/Elle travaillera en étroite collaboration avec tous les acteurs clés dans ce domaine dont le Gouvernement, le secteur privé, les ONG, ainsi que les agences du Système des Nations Unies en République du Congo et les organismes de coopération multilatérale et bilatérale.

Vous serez responsable de :
Le/ La Chargé(e) de Programme devra contribuer efficacement à la gestion des activités de l'UNFPA, dans le domaine du genre et des droits humains, y compris en situation humanitaire et de consolidation de la Paix. Tout en faisant preuve d'un engagement personnel vis-à-vis du mandat de l'UNFPA et de sa vision organisationnelle, il /elle aura pour tâches de :

A. Plaidoyer, dialogue politique et orientations stratégiques de la composante Genre et Droits Humains, y compris en situation humanitaire
• Analyser et interpréter l'environnement politique, socioculturel et économique concernant le genre et les droits humains, avec

une attention particulière aux situations humanitaires et à la consolidation de la paix ;
• Participer aux efforts de plaidoyer et de dialogue politique de haut niveau auprès des décideurs nationaux, des bailleurs de fonds et du secteur privé, pour faire avancer l'agenda CIPD, notamment le volet concernant le genre et les droits humains.
• Rassembler et analyser périodiquement des données sur le genre et droits humains et développer des notes de plaidoyer à l'intention du management du bureau.
• Analyser et rendre compte du progrès des programmes/projets en termes de résultats atteints et identifier les contraintes et les insuffisances en matière d'engagement et proposer des actions de plaidoyer et de dialogue.
B. Gestion efficiente des projets et ressources de la composante Genre et Droits Humains, y compris en situation humanitaire
• Contribuer à la conception, mise en œuvre et documentation du programme-pays et de ses projets constitutifs dans l'esprit de « ne laisser personne de côté », en conformité avec les priorités du gouvernement et selon les orientations et procédures de programme de l'UNFPA ;
• Coordonner la conception, l'exécution, le suivi et la documentation des programmes/ projets de l'UNFPA au Congo en matière de promotion de l'équité de genre et des droits humains, en établissant des rapports de collaboration avec la contrepartie gouvernementale, les agences d'exécution, les experts, et les autres agences des Nations Unies ;
• Veiller à la cohérence de l'appui de l'UNFPA à la mise en œuvre des priorités nationales en matière de lutte contre la violence basée sur le genre, notamment l'application des lois et politiques nationales existantes ;
• Contribuer au déploiement efficace de la réponse de l'UNFPA conformément au besoin du pays en matière de promotion de l'équité de genre et des droits humains en situation normale, humanitaire, et de consolidation de la Paix ;
• Contribuer aux revues périodiques du programme pays de l'UNFPA et à la mise en œuvre de leurs recommandations

C. Mobilisation des ressources et communication stratégique
• Participer aux efforts du bureau de l'UNFPA en mobilisation de ressources et de développement de partenariat ;
• Veiller à la documentation et à la visibilité des résultats du programme pays, à travers l'utilisation des canaux et outils de communication appropriés (Presse écrite, TV/ Radio, Facebook, twitter, etc.) ;
• Analyser l'environnement de financement et identifier les opportunités de mobilisation de ressources et développer des documents de projets et les soumettre aux bailleurs de fonds potentiels ;
• Soutenir les efforts de communication et d'innovation du bureau-pays en préparant la documentation adéquate (résumés de projets, les papiers de conférence, les discours, les profils des bailleurs) et en prenant part aux rencontres avec les bailleurs et aux réunions d'information publique ;
• Documenter les bonnes pratiques et actions innovantes à des fins de communication

D. Contribution à la mise en œuvre de l'approche Tous Unis dans l'Action du Système des Nations Unies
• Appuyer le bureau de l'UNFPA dans la mise en œuvre de l'approche Unis dans l'Action du système des Nations Unies en République du Congo ;
• Participer au nom de UNFPA, aux activités des groupes thématiques de l'UNDAF/ UNSDCF qui sont en liens avec le genre et droits humains ;
• Accompagner l'élaboration de documents, données et d'informations stratégiques en matière de genre et droits humains en vue d'appuyer le suivi des ODD et en analysant les programmes, les projets, les stratégies, les approches et les expériences en cours et en dégageant les meilleures pratiques et les leçons à retenir ;
• Contribuer aux revues périodiques de l'UNDAF/ UNSDCF et à la mise en œuvre de leurs recommandations.

Qualifications et Expérience :
Education :
Etre titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+5) en Sciences Sociales

Compétences Requises :
- Avoir 5 à 8 ans d'expérience professionnelle progressive dans la gestion de programmes/ Projets dans le secteur public ou privé ;
- Avoir une expérience professionnelle en plaidoyer et dialogue politique de haut niveau pour faire avancer un dossier auprès des décideurs, bailleurs de fonds, etc.
- Une solide connaissance des interventions en matière de promotion de l'équité de genre et droits humains, dans l'esprit des Objectifs de Développement Durable (ODD) « ne laisser personne de côté » ;
- Etre engagé pour les valeurs de respect des droits de la personne et leur promotion et défense ;

- Avoir l'esprit d'équipe et la capacité d'apprendre à se former, faire preuve d'initiative ;
- Etre capable de travailler sous pression ;
- Avoir une bonne connaissance de l'informatique (utilisation de Word, Excel, PowerPoint, email, etc.)
- Etre de nationalité Congolaise (République du Congo).

Langues :
Avoir la maîtrise du Français, oral et écrit, et une capacité de travail en Anglais.
La connaissance d'autres langues officielles des Nations Unies est souhaitable.

Compétences requises :
Valeurs :
• Être un modèle d'intégrité
• Faire preuve d'un engagement total envers l'UNFPA et le système des Nations Unies
• Être ouvert à la diversité Culturelle
• Être ouvert au changement

Compétences fonctionnelles :
- Plaidoyer / promotion d'un programme axé sur les politiques,
- Tirer parti des ressources des gouvernements nationaux et des partenaires / établir des alliances et des partenariats stratégiques,
- Mettre en œuvre des programmes axés sur les résultats,
- Communication interne et externe et plaidoyer pour la mobilisation des résultats.

Compétences de base :
• Atteindre les résultats
• Avoir le sens des responsabilités
• Acquérir et faire preuve d'une expertise professionnelle et avoir un sens des affaires
• Mener une réflexion analytique et stratégique
• Travailler en équipe / s'autogérer et gérer ses relations
• Communiquer de façon percutante

Compétences managériale :
- Fournir une orientation stratégique,
- S'engager auprès des partenaires internes/ externes et des parties prenantes,
- Diriger, développer et responsabiliser les personnes, créer une culture de la performance,
- Prendre des décisions et exercer son jugement.

Dossier de candidature et dépôt
Les dossiers ne peuvent être soumis qu'en ligne sur la plateforme UNFPA eRecruitment au lien : https://estm.fa.em2.oraclecloud.com/hcmUI/CandidateExperience/en/sites/CX_2003/job/5811

Rémunération et avantages sociaux
Ce poste offre un ensemble attrayant de compensations, comprenant un salaire net compétitif basé sur la grille actuelle de l'ONU et des ajustements du coût de la vie, une assurance maladie et tout autre avantage applicable.

Avertissement
L'UNFPA ne demande aucun frais de candidature, de traitement de dossier, de formation, d'entretien, de test ou autre en relation avec le processus de candidature ou de recrutement. Les annonces, lettres ou offres frauduleuses peuvent être soumis à la ligne d'assistance (Hotline) contre la fraude de l'UNFPA <http://www.unfpa.org/help/hotline.cfm>

Fait à Brazzaville, le 26 septembre 2022

Victor RAKOTO
Représentant Résident de l'UNFPA au Congo

EMPLOI-FORMATION

Le renforcement du système envisagé

L'atelier national de l'élaboration du programme de renforcement du système emploi-formation (Jobs facility), ouvert le 27 septembre à Brazzaville, a pour objectif l'identification des projets à mettre en œuvre pour renforcer le système emploi-formation au Congo.

La session lancée par Hugues Ngouélondélé, ministre en charge de la Formation qualifiante et de l'Emploi, vise principalement à doter le Congo d'un programme global sur la situation des jeunes dans le marché de l'emploi. Les participants vont revisiter les pistes d'amélioration du système emploi-formation adoptées à l'atelier d'autoévaluation du mois d'avril dernier. Ils vont aussi sélectionner et prioriser les pistes à améliorer mais aussi identifier les programmes/ projets pertinents et réalistes, ainsi que les partenaires potentiels d'exécution. Ils proposeront surtout une esquisse de budget indicatif de ces programmes/ projets.

« Les travaux du présent atelier devront permettre de doter le Congo d'un programme global, cohérent et réaliste susceptible d'améliorer la situation des jeunes sur le marché du travail. La participation des acteurs intervenant dans le secteur de l'emploi, notamment les employeurs, les partenaires sociaux, la société civile et les partenaires techniques au développement mais aussi pour le département dont

j'ai la charge est un motif de satisfaction », a déclaré Hugues Ngouélondélé.

Il a, par ailleurs, rendu hommage aux partenaires techniques et financiers pour leur appui multiforme aux nombreux projets dont son ministère est bénéficiaire. Le ministre a notamment cité le projet emploi-formation « Mosala », visant à assurer une meilleure adéquation entre l'offre de formation des jeunes et le secteur de production dont le démarrage de la mission de consultation est imminent pour la réalisation des études de faisabilité.

L'organisation de cet atelier vient de renforcer le partenariat entre le Congo et la France dans le domaine crucial de la formation des jeunes et de l'emploi. Car « offrir à la jeunesse congolaise l'opportunité de se former, de s'insérer dans le monde du travail au Congo est donc, plus que jamais, une priorité majeure de notre partenariat », a souligné François Barateau, l'ambassadeur de France au Congo.

Des financements importants à hauteur de trente millions d'euros, accordés par l'Agence fran-



çaise de développement (AFD) pour renforcer la qualification des jeunes et la compétitivité des entreprises, confirment la vision commune des deux pays à résoudre les difficultés des Congolais à accéder au marché du travail.

« L'atelier national devrait ainsi permettre de finaliser les travaux engagés en avril 2022 qui avait permis d'organiser une autoévaluation de l'écosystème congolais de l'emploi et de la formation. Cette démarche de diagnostic participatif, associant l'ensemble des acteurs de l'emploi et de la formation, nous apparaît comme un signal très positif pour avancer de concert

la reconstruction de la stratégie ambitieuse de l'emploi-formation dont le Congo a besoin », a expliqué le diplomate français.

L'organisation de cet atelier a été couplée à la présentation des résultats de l'enquête sur la transition de l'école vers la vie active (ETVA Congo 2022) dont le lancement avait eu lieu le 9 mars à Brazzaville. Les résultats détaillés vont être présentés au cours de cet atelier par les experts nationaux.

L'enquête a concerné 1 909 410 pour 955 794 jeunes femmes dont l'âge varie de 15 à 35 ans. Elle a révélé, par ailleurs, que 58,5% des jeunes vivent en mi-

lieu urbain, 33,17% sont en décrochage scolaire au secondaire, 26,8% sont dans le chômage, 15,8% ont accès aux TIC, 0,9% sont intéressés par les métiers de l'agriculture, 41,3% de ceux qui n'ont pas été à l'école, n'ont pas de formation ni emploi, puis 72,9% travaillant avec des contrats non écrits. « En accord avec l'AFD et le Bureau international du travail, le rapport d'analyse de l'ETVA Congo 2022 fera l'objet d'atelier national de validation qui se tiendra dans un bref délai », a précisé Auxence Léonard Okombi, le directeur général de la Formation qualifiante et de l'emploi.

James Golden Eloué

CONGO-FNUAP

Révision du document du programme-pays

La directrice du partenariat bilatéral et multilatéral du plan de la statistique et de l'intégration régionale, Suzanne Somboko, a ouvert, le 27 septembre à Brazzaville, l'atelier de coopération Congo-Fonds des Nations unies pour la population (Fnuap) au plan de développement, au plan stratégique de Fnuap 2022-2026 à Kintélé, dans le département du Pool.

L'objectif de l'atelier est d'avoir un meilleur système de suivi et d'évaluation avec comme fondement la théorie du changement. Il permettra aux partenaires de conformer le programme pays du Fnuap aux documents stratégiques de planification nationaux et organisationnels.

Cette rencontre, a indiqué Suzanne Somboko, s'inscrit dans le cadre global de la révision du document pour l'aligner au Programme national de développement 2022-2026. Elle a ajouté que le Fnuap aligne également son programme pays aux priorités nationales.

Selon elle, le constat est que l'alignement est désormais un principe essentiel auquel les partenaires au développement du Congo doivent souscrire comme le stipule le nouveau décret du 20 août 2022 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Commission de rationalisation à l'aide publique au développement.

« Nous sommes en train de résoudre la question de coordina-



tion de l'aide publique au développement telle que le demande souvent les partenaires au développement du Congo », a-t-elle précisé.

Pour le représentant du Fnuap au Congo, Victor Rakoto, sa structure vient de lancer son nouveau Plan stratégique 2022-2025 pour

accélérer la réalisation des résultats attendus de ses programmes au niveau global, régional et national.

Le plan stratégique, a-t-il expliqué, appelle à une action urgente pour parvenir à un accès universel à la santé sexuelle et reproductive, assurer le respect des

La photo de famille après le lancement de l'atelier/DR

droits en matière de reproduction pour tous et accélérer la mise en œuvre du programme d'action de la conférence internationale sur la population et le développement.

« Avec cet appel action, le Fnuap contribue directement, dans le cadre de la décennie d'action,

à la réalisation de la plupart des objectifs de développement durable à l'horizon 2030 », a-t-il fait savoir, précisant qu'« il se concentre sur les trajectoires essentielles et les stratégies nécessaires pour atteindre plus rapidement ses trois résultats transformateurs : zéro décès maternel évitable, zéro besoin non satisfait en planification familiale et zéro violence ayant pour base le genre et pratique néfaste ».

Durant trois jours, les partenaires seront édifiés sur l'alignement au Programme national de développement, au Plan cadre des Nations unies pour le développement révisé et au Plan stratégique. Les échanges porteront sur la théorie du changement et la démarche de formulation des produits du cadre de coopération, les risques et hypothèses. Quant aux travaux en groupe, ils porteront sur la consolidation de la nouvelle matrice des résultats ainsi que le choix des indicateurs, valeurs de références et cibles.

Oko Lydie Gisèle

« Nous sommes en train de résoudre la question de coordination de l'aide publique au développement telle que le demande souvent les partenaires au développement du Congo »



La Direction Générale de la société Energie Electrique du Congo en sigle E²C, porte à la connaissance de son aimable clientèle la mise en service de la phase test de son call center au numéro 42-42, disponible 24h/24 et 7j/7.

Le 42-42 vous permet d'être en contact avec un opérateur pour vos doléances ou pour signaler tout problème en lien avec la société Energie Electrique du Congo.

La Direction Générale de Energie Electrique du Congo vous rassure de sa franche collaboration.

La Direction Générale





SOPADI TRANSIT SARL
Votre satisfaction, Notre Priorité
Immeuble ODJALI en diagonale de
CONGO SERVICE
TEL :+242 04 086 81 88 – 05 520 41 14 /06 408 69 38
B.P. :449 Pointe Noire
Email :sopaditransit@yahoo.fr – www.sopaditransit.com
contact@sopaditransit.com

TRANSIT – DEDOUANEMENT – MANUTENTION-ENTREPOSAGE-
TRANSPORT-PRESTATION DE SERVICE



Disposant de tous les agréments et d'une logistique maritime, aérienne et terrestre, **SOPADI TRANSIT** est votre partenaire spécialisé dans l'import et l'export de tous vos produits finis ou non.

Tous vos soucis de délai de dédouanement et d'acheminement de colis ont une solution avec **SOPADI TRANSIT** car notre équipe jeune, dynamique et expérimentée vous attend pour vous apporter des réponses à vos différentes questions.

SOPADI TRANSIT c'est l'import et l'export en toute sécurité

CIEHC 5
5^{eme} **CONFÉRENCE INTERNATIONALE ET EXPOSITION
SUR LES HYDROCARBURES AU CONGO**
WWW.OILGASCONGO.COM
DU 30 NOVEMBRE AU 02 DÉCEMBRE 2022
LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE AU CONGO: OPPORTUNITÉS ET DÉFIS



SOUS L'EGIDE DE :



S.E.M. DENIS SASSOU N'GUESO
Président de la République du Congo
Chef de l'Etat



M. ANATOLE COLLINET MAKOSSO
Premier Ministre, Chef du gouvernement
République du Congo



M. BRUNO JEAN RICHARD ITOUA
Ministre des Hydrocarbures
République du Congo

**CENTRE INTERNATIONAL
DE CONFÉRENCE DE KINTÉLÉ
BRAZZAVILLE, RÉPUBLIQUE DU CONGO**
PARTICIPEZ AU PLUS GRAND ET PLUS ANCIEN ÉVÉNEMENT
PÉTROLIER ET GAZIER D'AFRIQUE CENTRALE
#CIEHC



ORGANISÉE PAR :
MINISTÈRE DES HYDROCARBURES,
RÉPUBLIQUE DU CONGO



EN PARTENARIAT AVEC :
AMETrade

NÉCROLOGIE



Yvette Reine Nzaba, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, les familles Gangoué, Pierre Mbéri et Taty's Costodes, Nicole Makita, Aimée Evelyn Mabiala, Chantal Matoko, Sandrine Mabiala et Willy Mabiala, sans oublier la grande famille du ministère Chrétien du combat spirituel, informent les parents amis et connaissances, du décès de leur maman, épouse, belle-mère, tante et sœur, Mme Taty's Costodes, née Ngangoué Modestine, survenu le 26 septembre 2022 à Brazzaville des suites d'une courte maladie.

La veillée funèbre se tient au quartier Ex Télévision congolaise, sur la rue Placide Lenga N°50.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.

FONCTION PUBLIQUE

Les finalistes des écoles professionnelles réitèrent leur demande d'intégration

Au terme des séances de travail avec le ministère de la Fonction publique, les membres de Socle des diplômés des écoles professionnelles (SDEP), dont certains ont fini leur formation depuis 2010, ont fait une déclaration, le 28 septembre à Brazzaville, dans laquelle ils invitent le gouvernement à publier le quota de recrutement 2022 en vue de mettre fin à la souffrance de ces jeunes congolais.

Nombreux ont été des jeunes à l'attente de l'emploi, réunis dans l'enceinte du jardin des droits de l'homme de Brazzaville pour exprimer leur mécontentement suite à la « léthargie » constatée dans le traitement de leur situation. Les membres du SDEP se disent lésés et demandent aux autorités de diligenter le processus de recrutement, puisque l'année 2022 tend vers sa fin. Ils déplorent le fait que les multiples promesses du gouvernement ne se réalisent toujours pas. « C'est un cri d'alarme que nous lançons à nouveau. Nous sommes inquiets puisque nous abordons le dernier trimestre de l'année et le quota 2022 qui figure bien au budget, exercice 2022, explicité par la loi de finances est en train d'être clôturé. Nous demandons au gouvernement de faire feu de tout bois afin de publier ce quota. Cela nous permettra de sortir de la calamité du chômage, surtout qu'un grand nombre d'entre nous est menacé par la question de la limite d'âge. Moi, j'ai fini depuis 2010, jusqu'à présent j'attends toujours. Imaginez qu'actuellement je milite avec les finalistes de 2022, malgré mes dix ans d'attente », a expliqué le coordonnateur du SDEP, Jonas Zola Kihindou. Contrairement à d'autres mouvements syndicaux, le SDEP privilégie le dialogue et compte sur l'esprit de compassion et de sagesse du Premier ministre, afin de remettre ces finalistes dans leurs droits. Cette plateforme relance son cri d'alarme et pense que son souhait va bientôt se réaliser. Fatigué de subir l'humiliation du chômage depuis plus d'une décennie, Thomas Makiessé, l'un des membres du SDEP, a indiqué que les autorités devraient pallier cette situation le plus tôt possible. Selon lui, la non résolution de cette situation sera « la goutte d'eau qui fera déborder le vase ». Notons que le SDEP est une plateforme syndicale qui regroupe tous les finalistes de plus de onze écoles de formation professionnelle. Il milite pour les intérêts des finalistes, notamment leur intégration et l'avancement de leur carrière.

Rude Ngoma

JUSTICE

Les magistrats appelés au respect des lois

Le Premier président de la Cour suprême, Henri Bouka, a invité, le 27 septembre à Brazzaville, les présidents et procureurs généraux des Cours d'appel, les présidents et procureurs de la République des Tribunaux de grande instance, à respecter les lois dans l'exercice de leur profession.

Henri Bouka a fait le rappel à l'ordre au cours d'une rencontre placée sur le thème « Le pouvoir de nomination des magistrats au sein des cours et tribunaux ». Il a, en effet, déploré le fait que certains présidents de Cours d'appel nomment à la tête des juridictions à juge unique, en cas de vacances de poste, des présidents intérimaires. Une mauvaise pratique contraire aux articles de la loi n°022-92 du 20 août 1992 modifiée, portant organisation du pouvoir judiciaire. Il a aussi critiqué le comportement des présidents des tribunaux de grande instance, juges de l'exécution, ayant rendu exécutoires, par voie de l'exéquatur, des décisions rendues par des juridictions étrangères. Cela dans des conditions pouvant donner lieu à des débats, quant à la bonne application de la convention de coopération judiciaire visée. Le but de cette rencontre était de « parvenir, dans tous ces cas, à une commune lecture de la même loi pour en faire la même application, en présence de l'ensemble des dispositions édictées par la loi organique n°29-2018 du 7 août 2018 fixant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur de la magistrature. » Selon Henri Bouka, la force des magistrats au sein des cours et tribunaux, à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, réside dans leur capacité à se fonder sur la loi, à l'appliquer avec exactitude. Ceci en toute impartialité et en toute indépendance, dans tous les cas d'espèce dont ils sont saisis et qu'ils doivent régler par voie de jugement ou d'ordonnance étant toutefois précisé. « Je préfère le dire haut et fort, que



l'indépendance du juge, inscrite en bonne place dans la Constitution, ne doit pas être un slogan pour masquer certaines turpitudes qui malheureusement ne manquent pas de la part de certains d'entre nous », a martelé le premier président de la Cour suprême. S'agissant du pouvoir de nomination des magistrats au sein des cours et tribunaux, il a rappelé que cela appartient au président de la République, en Conseil supérieur de la magistrature et par délégation, au Premier vice-président du Conseil. L'article 106 alinéa 4 de la loi n°022-92 du 20 août 1992 modifiée, portant organisation du pouvoir judiciaire, confère, a-t-il précisé, aux présidents des cours d'appel un pouvoir ponctuel de désignation en cas de récusation du président. Ce n'est pas un pouvoir de nomination. « ...J'apprends ici et là, parfois sur saisine de monsieur le Premier ministre ou du ministre de la Justice, que des nominations ont été prononcées par des chefs de cours », a-t-il dit. Concernant l'exéquatur, les présidents des tribunaux de grande instance en sont juges aux conditions fixées par les

*Henri Bouka s'adressant aux magistrats*Adiac conventions de coopération judiciaire, lorsque celles-ci existent entre le Congo et le pays d'où émane la décision juridictionnelle à exéquaturer. La loi précise que les décisions prises ne peuvent donner lieu à aucune mesure d'exécution forcée sur les biens, de coercition sur les personnes ou de publicité sur le territoire d'un Etat autre que celui où elles ont été rendues. Notons que le président du Conseil supérieur de la magistrature, Denis Sassou N'Guesso, avait relevé, en fin d'année dernière lors de son message sur l'état de la Nation devant le Parlement réuni en congrès, certaines pratiques contraires à l'éthique et susceptibles d'entamer la crédibilité des cours et tribunaux. La commission de discipline des magistrats a listé au début d'année une vingtaine de juges qui est exposée à diverses sanctions. Instance chargée de prendre des sanctions contre des magistrats véreux, le Conseil supérieur de la magistrature a tenu sa dernière réunion le 20 février 2018. L'une des décisions de cette grand-messe a été la révocation de sept magistrats pour fautes et manquements graves.

Parfait Wilfried Douniama

LUTTE CONTRE LE SIDA ET LE PALUDISME

L'ONU annonce l'octroi de quatorze milliards de dollars

Dans l'optique de soutenir les plans et projets de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, il va être débloqué au profit des institutions œuvrant dans ce domaine un fonds d'environ quatorze milliards de dollars. L'annonce a été faite le week-end dernier par l'Organisation des Nations unies (ONU).

Selon l'ONU, le fonds annoncé vise à soutenir les efforts pour mettre fin au sida, à la tuberculose et au paludisme au cours des trois prochaines années. Les donateurs ont fait cette promesse lors de la septième conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial de lutte contre le sida, organisée par le président américain, Joe Biden, notamment en marge du débat de l'Assemblée générale des Nations unies, à New York. « C'est un montant record de promesses en faveur du Fonds mondial contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Et nous saluons ce nouvel engagement des donateurs », a reconnu le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, en précisant que ce soutien a pour objectif de sauver vingt millions de vies, d'éviter 450 millions de nouvelles infections et d'apporter un nouvel espoir pour mettre fin à ces trois maladies. Cet investissement permettra également de renforcer

les systèmes de santé et les systèmes communautaires. Intervenant pour sa part, le directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, Peter Sands, a souligné que plus largement les pays ont relevé le défi d'augmenter les financements de 30%, démontrant ainsi leur confiance dans le solide leadership du Fonds mondial et de ses partenaires. D'autant plus que, a-t-il ajouté, les États-Unis ont maintenu leur position de leader en matière de santé mondiale en promettant six milliards de dollars et en s'engageant à investir un milliard de dollars pour chaque deux milliards de dollars promis par le reste du monde. Cependant, la France, la Commission européenne ainsi que la Fondation Bill et Melinda Gates ont fait d'importantes contributions au Fonds mondial de lutte contre ces pandémies. Un autre soulagement notable est venu de la République de Corée, qui a augmenté sa contribution de 300%

pour atteindre cent millions de dollars. « A l'intersection de tant de crises mondiales, nos donateurs comprennent qu'il est plus important que jamais de stopper ces maladies mortelles et de protéger chacun, quels que soient son identité et son lieu de vie, contre ces menaces sanitaires et celles à venir », a déclaré le directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida. Il a ajouté que le Canada, l'Allemagne, l'Irlande, le Japon, le Luxembourg, le Portugal, l'Espagne et l'Afrique du Sud ont tous augmenté leur financement de 30%. De leur côté, le Royaume-Uni et l'Italie ont indiqué qu'ils s'engageront dans les semaines à venir. « C'est avec beaucoup d'humilité que je constate qu'un si grand nombre de pays en développement, qui sont eux-mêmes confrontés à de multiples crises, ont malgré tout augmenté leurs promesses au Fonds mondial. Je les félicite »,

a laissé entendre, pour sa part, la directrice exécutive de l'ONU/ Sida, Winnie Byanyima. Par ailleurs, outre les 912 millions de dollars de la Fondation Bill et Melinda Gates, le secteur privé s'est également illustré par l'engagement de la fondation RED, qui a promis 150 millions de dollars. Avec onze partenaires privés qui ont maintenu leur soutien et seize nouveaux partenaires qui se sont engagés pour la première fois, le financement total promis par le privé a atteint un milliard de dollars, soit une augmentation de 108 millions de dollars par rapport à la sixième reconstitution. Une augmentation allant de 30 à 100% de contribution pour les pays africains

Selon le responsable du Fonds mondial, en élargissant sa base de donateurs dans le cadre de cette septième reconstitution, ce Fonds a accueilli huit nouveaux et anciens donateurs, à savoir Guinée, Chypre, Ghana, Indo-

nésie, Malawi, Maroc, Paraguay et Tanzanie. Cet engagement de la communauté internationale intervient alors que les pays en développement sont beaucoup confrontés à d'importantes épidémies de VIH. Par exemple, le Burkina Faso a augmenté sa contribution de 100%, l'Ouganda et le Togo de 50%, le Kenya de 40% et la Côte d'Ivoire de 30%. Quant à la République centrafricaine, à l'Eswatini, au Malawi, au Nigeria, à la Tanzanie, au Rwanda et au Zimbabwe, ils ont tous versé des contributions au Fonds mondial, malgré les énormes difficultés budgétaires auxquelles ils sont confrontés, exacerbées par les crises mondiales actuelles. « Le total de 18 milliards sollicités représentait 30%, plus que ce qui a été levé lors de la dernière conférence de reconstitution des ressources, tenue en 2019, en France, pendant laquelle 14 milliards avaient été levés », conclut l'ONU.

Rock Ngassakys

MANIEMA

Caritas- développement appuie le projet de la rizipisciculture dans le territoire de Kasongo

L'appui de la Caritas-développement s'inscrit dans le cadre de la réduction de la déforestation et la valorisation des terres de bas-fonds.

Caritas-Développement Kindu s'est engagée dans la promotion de la rizipisciculture. Cent trente-six ménages piscicoles ont déjà bénéficié de ce projet. Ces ménages ont semé la variété Nerica 4, sur cent trente-sept hectares, dans le territoire de Kasongo, chefferie de Basongo 1, groupement Tchaba, dans les villages Kieshi, Samba, Nvunai, Kiloba, ... Caritas-Développement Kindu appuie les ménages bénéficiaires par la dotation en alevins et en renforcement de capacités. Selon le superviseur du programme de sécurité alimentaire à la Caritas-Développement Kindu, l'ingénieur Jean-Pierre Bilongo, avec la rizipisciculture, il y a une double production : les poissons et le riz. D'autres avantages sont la diminution du coût de l'alimentation de poissons, le sédentarisme. Ces champs, a-t-il ajouté, sont pour les ménages piscicoles individuels. La superficie globale de leurs champs est de cent trente-sept hectares. Cette culture participe à la lutte contre la déforestation car, l'on sème toute l'année et on ne coupe pas les arbres dans l'espace où l'on pratique cette culture.

Blandine Lusimana



Caritas promeut la rizipisciculture

JUSTICE

Vidiye Tshimanga bénéficie d'une liberté provisoire

Après avoir passé six jours en détention à la suite du mandat d'arrêt provisoire que lui avait infligé le Parquet général près la Cour d'appel de Kinshasa/Gombe, au terme de son audition le 21 septembre dernier, l'ancien conseiller stratégique du président de la République bénéficie désormais d'une mise en liberté provisoire.

L'ancien conseiller Vidiye Tshimanga a, en effet, recouvré sa liberté depuis le 27 septembre, quittant ainsi le Centre pénitentiaire et de rééducation de Kinshasa où il y était écroué. Ses avocats qui ont bataillé ferme jusqu'à obtenir gain de cause s'étaient opposés à la décision de la chambre du conseil du tribunal de paix de Kinshasa-Gombe qui tenait à le maintenir en prison, nonobstant les moyens de défense fournis, apprend-on des sources au faite du dossier. Cependant, rien n'est pourtant acquis pour l'incriminé qui devra, malgré tout, continuer de comparaître en étant libre au parquet général près la Cour d'appel de Kinshasa-Gombe qui poursuit son instruction sur la tentative de corruption et de trafic d'influence, faits qui lui sont reprochés en rapport avec ses conversations filmées avec des supposés investisseurs dans le secteur minier. Notons que l'ancien conseiller stratégique à la présidence de la République est enquêté sur des faits constitutifs de prévention de cor-



ruption présumée, après une vidéo le montrant en train de négocier des pourcentages de commission pour sa société Cobamin avec des pseudo-investisseurs dans le secteur minier. Malgré les éléments en sa charge, l'intéressé, qui a d'ailleurs démissionné de son poste le 16 septembre, continue de plaider

non coupable faisant état d'une manipulation sordide dont il serait l'objet de la part des esprits malveillants et portés vers la nuisance. Pour ses proches, il s'agit ni plus ni moins que d'un « montage de toute pièce, œuvre des officines anti-Tshisekedi ». Alain Diasso

CRISE MALI- CÔTE D'IVOIRE

Une mission ouest-africaine attendue jeudi à Bamako

La mission de haut niveau dépêchée au Mali par la Communauté des Etats ouest-africains (Cédéao) pour dénouer la crise diplomatique avec la Côte d'Ivoire est attendue ce jeudi à Bamako.

Cette commission est composée des présidents togolais Faure Gnassingbé, ghanéen Nana Akufo-Addo et gambien Adama Barrow, et non plus sénégalais Macky Sall, comme annoncé initialement, précise une note des Affaires étrangères maliennes. La mission doit arriver aujourd'hui en fin de matinée et repartir en milieu d'après-midi. Les dirigeants des Etats membres de la Cédéao avaient décidé jeudi dernier, lors d'un sommet extraordinaire à New York, d'envoyer cette mission pour trouver une issue à la crise avec la Côte d'Ivoire. La mission était d'abord prévue mardi, mais le Mali a fait savoir ne pouvoir la recevoir que ce jeudi ou le vendredi. Le Mali et la Côte d'Ivoire sont en pleine querelle diplomatique sur le sort de 46 soldats ivoiriens arrêtés le 10 juillet à leur arrivée à Bamako. Ces soldats devaient, selon Abidjan et l'ONU, participer à la sécurité du contingent allemand des Casques bleus au Mali. Mais Bamako a dit les considérer comme des mercenaires venus attenter à la sûreté de l'Etat. AFP

IMMOBILIER, ARCHITECTURE ET DESIGN D'INTÉRIEUR

Kinshasa accueille son premier salon international

L'événement se tiendra du 2 au 3 octobre. Pour l'organisateur, le « Kollektif Batiko », il s'agit d'accompagner la forte expansion immobilière et urbanistique de la République démocratique du Congo (RDC). Pour réussir la tenue sur le sol congolais du tout premier salon international portant exclusivement sur cette thématique désormais stratégique pour le pays, Batiko collaborera avec l'Ordre national des architectes et l'Agence Pygma. Il est prévu des missions économiques, conférences, concours, remise du prix congolais de l'architecture et design, sans oublier la soirée de gala.

C'est une première pour la RDC en général et la ville-province de Kinshasa qui accueille l'événement. En effet, dans toutes les grandes villes du pays, on enregistre ces dernières années une forte expansion des bâtiments, des demandes d'achat et de location d'immeubles. Il devenait impérieux d'accompagner qualitative-ment cette petite révolution immobilière qui change au jour le jour le visage du pays. Pour la première fois de son histoire, Kinshasa va abriter son salon international de l'immobilier, d'architecture et de design d'intérieur. L'organisateur, le Kollektif Batiko, va s'entourer des meilleures expertises, notamment l'Ordre national des architectes qui mène, il faut le préciser, une rude bataille pour revaloriser le métier. Les maisons à étage qui s'effondrent de manière spectaculaire à Kinshasa et ailleurs dans le pays ne sont pas une simple légende. On peut en rire mais les pertes en vies humaines sont très élevées. Ensemble, le défi est d'arriver à créer une



coalition forte, professionnelle et unie qui valorise la créativité et l'expertise congolaise dans les trois secteurs, en l'occurrence l'immobilier, l'architecture et le design d'intérieur. Le premier salon international arrive au moment où plusieurs recettes pour tenter de ramener l'ordre dans le secteur ont lamentablement échoué. Des bâtiments continuent à pousser comme des champignons, au mépris des normes architecturales

et urbanistiques. Dans un tel contexte, l'initiative vaut son pesant d'or. En effet, Batiko innove en favorisant les collaborations avec les urbanistes, promoteurs immobiliers, architectes, designers d'intérieur, décorateurs et tous les corps de métier. En somme, son salon sera une première occasion pour tous les acteurs concernés de se retrouver dans une salle pour échanger sans tabous. Mieux, il y aura la participation des

panélistes de renom tels que Parkland, Immorose, Unesco et même l'ambassade du Canada. Interrogé sur la présence de ce dernier acteur, le salon Batiko explique que l'ambassade du Canada, à l'instar des autres intervenants cités antérieurement, a un grand rôle à jouer dans l'évolution du secteur. Dès lors, il faut comprendre que l'événement concerne en fait tous les acteurs capables d'impacter le secteur de la construction immobilière

en RDC. A ce titre, il représente un atout majeur tant pour les personnes désireuses d'investir dans le secteur, les porteurs de projets et même les talents qui trouvent une occasion inédite de se perfectionner sans quitter le pays. Dans son fonctionnement, le salon Batiko joue le rôle de plate-forme. « Nous mettons en avant-plan des projets visionnaires, axés sur le développement durable, la technologie. Nous mettons en relation des investisseurs internationaux et locaux », peut-on lire dans un communiqué parvenu à la rédaction. Le choix des thématiques aide à comprendre cette vision : « Comment bien construire en RDC, d'A à Z », « Investir en RDC », « La Tech (smart buildings) et 3 D » ou encore « Le green buildings et développement durable ». En définitive, le salon Batiko inscrit son apport dans le prolongement des efforts qui visent à proposer les meilleures solutions de promotion de ces secteurs. Il s'agit d'intégrer une chaîne de qualité au centre de l'expansion immobilière en RDC.

Laurent Essolomwa

Top 10 des villes africaines avec le plus de millionnaires en 2022

Lagos, l'ancienne capitale politique du Nigeria, a été nommée la quatrième ville la plus riche d'Afrique, avec 6 300 personnes valant plus d'un million de dollars et trois habitants valant plus d'un milliard de dollars.

Tel a été annoncé dans le dernier rapport Henley Global Citizens, qui cherche à déterminer les villes du monde préférées par des milliardaires. En outre, le nombre de personnes fortunées à Lagos a augmenté de 22 %, 330 personnes ayant désormais une fortune de plus de 10 millions de dollars et vingt ayant une fortune de plus de 100 millions de dollars.

Johannesburg est la ville la plus riche d'Afrique avec 15 200 millionnaires, dont deux milliardaires. Suivent, Le Caire, capitale de l'Égypte, deuxième, avec 7 800 millionnaires, et le Cape Town, une autre ville sud-africaine, qui compte 6 800 millionnaires, comme Lagos mais avec plus de multimillionnaires. Nairobi, la capitale kényane, complète le top cinq avec 5 000 millionnaires, 240 multimillionnaires et 100 centimillionnaires. Abuja, est l'autre ville nigériane

citée dans le rapport, avec 800 millionnaires, 30 multimillionnaires et 3 centimillionnaires, mais aucun milliardaire.

Le rapport Henley Global Citizens définit un millionnaire comme quelqu'un avec des actifs pouvant être investis valant des millions ou plus. Cela comprend les liquidités, les comptes d'épargne et les placements dans des actions, des obligations d'État et des fonds communs de placement.

Top 10 des villes africaines avec le plus de millionnaires (en dollars) en 2022

1er Johannesburg (Afrique du Sud) : 15 200 multimillionnaires (dont 2 milliardaires)

2e Le Caire (Égypte) : 7 800 multimillionnaires

3e Cape Town (Afrique du Sud) : 6 800 multimillionnaires

4e Lagos (Nigeria) : 6 300 personnes et trois milliardaires

5e Nairobi (Kenya) : 5 000 millionnaires, 240 multimillionnaires et 100 centimillionnaires

6e Abuja (Nigeria) : 800 millionnaires, 30 multimillionnaires et 3 centimillionnaires

Villes les plus riches du monde

À l'échelle mondiale, New York est en tête avec 345 600 millionnaires, dont 737 millionnaires avec une valeur nette de 100 millions de dollars ou plus et 59 milliardaires. Tokyo est arrivé deuxième, avec 304 900 millionnaires et 12 milliardaires. Les autres dans le top cinq sont Londres, San Francisco et Singapour. Outre New York et San Francisco (3e place), quatre autres villes américaines ont fait partie de la liste des 20 villes les plus riches en fonction du nombre de millionnaires qui y vivent : Los Angeles (6ème), Chicago (7e), Houston (8e), et Dallas (18e).

Noël Ndong

MATCH AMICAL

La RDC écrase la Sierra Leone

Après pratiquement cinq matches sans victoire, les Léopards de la République démocratique du Congo (RDC) ont finalement goûté à nouveau au succès, le 27 septembre au stade Père Jégo de Casablanca, en battant les Lones Stars de la Sierra Leone par trois buts à zéro. Le match entraînait dans le cadre de la trêve internationale.

Après la défaite de 0-1 face au Burkina Faso en premier match, la RDC, conduite par le nouveau sélectionneur Sébastien Desabre, se devait de remporter sa seconde rencontre pour remonter le moral du groupe en stage en terre marocaine. Pour ce match, le technicien français a donné du temps de jeu à plusieurs joueurs absents au premier match. Aussi a-t-il placé le gardien Siadi Ngusia Baggio du Tout puissant Mazembe dans les perches, à la place de Lionel Mpasasi de Rodez en Ligue 2 française. En défense, Sébastien Desabre a reconduit la paire Idumba Fasika de Cape Town City FC, en Afrique du Sud, et Inonga Baka de Simba SC de Tanzanie comme au premier match. Dieumerci Mukoko Amale d'El Jadida, au Maroc, et le jeune international Chadrack Boka Issaka de Lupopo ont été placés respectivement sur les flancs droit et gauche, préférés à Gédéon Kalulu de Lorient, en Ligue 1 française, et Arthur Masuaku de Besiktas, en Turquie. Au milieu de terrain, on a noté la titularisation d'Edo Kayembe de Watford, en Championship anglaise

(D2), Samuel Moutoussamy de Nantes, en Ligue 1 française, et d'Arnaud Lusamba d'Alanyaspor en Turquie. Le trio d'attaque s'est composé de Jackson Muleka dans l'axe, Meschak Elia à gauche et l'ailier Lilepo Makabi d'Al Hilal du Soudan en droite. Les poulains de Sébastien Desabre ont raté des actions nettes de but en première période, n'arrivant pas à concrétiser leur large domination dans l'entrejeu. La défense sierra léonaise, avec l'expérimenté Steven Caulker, a tenu bon tout au long de cette première moitié du match. Sorti du banc des remplaçants (entré à la place de Jackson Muleka à la 62e mn), Ben Malango a débloqué le compteur des Léopards à la 70e mn, reprenant de la tête un corner de Meschak Elia. A la 73e, c'est le capitaine du jour, Edo Kayemba, qui a inscrit le somptueux deuxième but : une frappe limpide en dehors de la surface de réparation, mise sur orbite par Arnaud Lusamba. Enfin, Meschak Elia a lui aussi participé à la victoire des Léopards en signant le troisième but à la 75e mn, sur une passe en profondeur de Yoane Wissa.



Les Léopards de la RDC vainqueurs des Lones Stars de la Sierra Leone, le 27 septembre 2022, à Casablanca

En cinq minutes, la RDC a marqué coup sur coup trois buts. Et cela après un coaching payant de Sébastien Desabre qui a effectué plusieurs changements. Blessé, le défenseur central Idumba Fasika a cédé sa place à Arsène Zola au milieu la seconde période. Ben Malango, Yoane Wissa, Théo Bongonda, Philippe Kinzumbi, Miché

Mika ont remplacé respectivement Jackson Muleka, Glody Lilepo, Arnaud Lusamba, Meschak Elia et Samuel Moutoussamy. Soulignons-le, c'est la première victoire de la RDC après le nul et la défaite contre le Maroc (barage Coupe du monde), les défaites face au Gabon et au Soudan (éliminatoires Coupe d'Afrique

des nations -CAN- 2024) et la défaite contre le Burkina Faso (amical Fifa). Les Léopards se reconstituent en vue de la suite des éliminatoires de la CAN contre la Mauritanie, le 20 mars et le 28 mars 2023. Les Mourabitounes Mauritaniens ont, d'ailleurs, battu les Diables rouges du Congo en amical Fifa par 2-0.

Martin Engimo



MEILLEURS
PRODUITS
D'ASSURANCES
AUX MEILLEURS
PRIX

SOCIETE YA BISO
MOKO BANA MBOKA



Assurance automobile



Assurance incendie



Assurance tous risque
chantier



Assurance voyage

PLUS DE 50 ANS DE METIER,
LEADER DES ASSURANCES

EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE
DU CONGO

CONCOURS « MON IDÉE, MON ENTREPRISE »

Quatre porteurs de projets sélectionnés

Quatre porteurs de projets ont été retenus, le 27 septembre, dans le cadre du concours « Mon idée, mon entreprise », initié en 2021 par la Direction régionale Afrique centrale et Grands Lacs (DRACGL) de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), dans le but de promouvoir et de susciter l'esprit d'entrepreneuriat au sein des établissements membres.

Au bureau de l'AUF à Brazzaville, quatre projets des jeunes ont attiré l'attention des trois membres de jury et obtenu plus de 50% de la moyenne. Ils portent, entre autres, sur la création d'une base de données numériques en zone de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale, la ferme agricole biologique intelligente et autres. Le meilleur porteur de projet ira concourir à Lomé, au Togo, au côté d'autres jeunes d'Afrique. L'initiative vise à favoriser la culture entrepreneuriale parmi les étudiants des universités membres de l'AUF Afrique centrale et Grands Lacs, ainsi que d'Afrique de l'Ouest. Cette année, la DRACGL s'est associée à la direction régionale Afrique de l'Ouest afin de donner une dimension inter-régionale à ce concours, et en faire bénéficier un plus grand nombre d'établissements membres. Les membres du jury ont questionné ces porteurs de projets sur leurs études de marché, les besoins en ressources humaines, les contraintes par rapport aux réalités de terrain, les certifications des produits par un label approprié, la prise de parole en



Un porteur de projet face au jury pour une évaluation/Adiac

public, la gestion du stress et leurs perspectives de développement. Très pertinent, ce jury a même cherché à savoir le rapport entre ces projets et les changements climatiques ainsi que leur lien avec les objectifs de développement durable. « Le meilleur projet sera en compétition avec d'autres à Lomé. Nous examinons aussi son originalité. Notre environnement est suffisamment riche et nous avons des secteurs comme les nouvelles technologies. C'est ainsi que nous encourageons les jeunes à la créativité des emplois salariés car ils ne doivent pas toujours attendre de l'Etat. Leurs idées, transfor-

POÉSIE

Des textes attendus sur le rôle de Brazzaville en tant que capitale de la France libre

Ouvert aux Congolais basés au pays et à ceux de la diaspora de plus de 18 ans, passionnés d'écriture et d'histoire, l'appel à candidatures au concours de poésie « Brazzaville, capitale de la France libre » se fermera le 1er octobre.

Après l'inauguration de la « Stèle Brazzaville, capitale de la France libre », en novembre 2019 à Verquin dans le Pas de Calais, en France, et le 80^e anniversaire du Manifeste de Brazzaville par un colloque, la ville de Verquin, en partenariat avec l'Association des poètes de la mémoire (APM) et la Maison de la poésie des Hauts de France, souhaite pérenniser ce pan de l'histoire commune entre la France et le Congo à travers ce concours de poésie.

« Si nous considérons que Brazzaville a joué un rôle majeur dans l'histoire de la France libre, si nous pensons que cette ville mérite aussi d'entrer dans le panthéon des villes qui comptent pour la France, si nous estimons que beaucoup de soldats congolais et d'autres pays d'Afrique sont partis de Brazzaville à l'appel du général De Gaulle en versant leur sang pour libérer la France sous le Nazisme, ce concours s'inscrit dans le cadre d'une mémoire partagée entre les deux peuples », ont indiqué les organisateurs dans le communiqué d'appel à textes.

A cet effet, les candidats désireux de participer à la compétition sont invités à rédiger un poème inédit sur le thème choisi. Les textes doivent se présenter en trente lignes maximum et être envoyés au format Word de façon anonyme, sans aucune marque d'identité du candidat. Aussi, comme le précise le règlement du concours, « pas plus d'une contribution par personne. Chaque poème doit être écrit en français, sans illustration car aucune image n'est acceptée. Le choix de la police est libre, le poème doit obligatoirement être tapuscrit, dans la mesure où la présentation graphique, même si elle est sobre et simple, est importante. Tous les poèmes doivent être envoyés à l'adresse : directionmaphdf@gmail.com. Bonne écriture à toutes et tous ! ».

Notons qu'au terme des candidatures, deux poèmes inédits sur le thème «Brazzaville, capitale de la France libre » seront récompensés. La remise des prix littéraires se déroulera lors de la cérémonie du Manifeste de Brazzaville, à Verquin, par le maire de la ville, la directrice de la maison de la poésie et le président de l'Association des poètes de la mémoire.

Merveille Atipo

Fortuné Ibara

NÉCROLOGIE

Mme Véronique Ngoulou née Essoungou et les enfants Ngoulou ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès inopiné de leur mari et père, Ngoulou Ngaba Goufred, chef de service recouvrement à l'Acsi ex OCI, à la retraite, survenu le 21 septembre 2022, des suites d'une courte maladie.

En attendant le programme des obsèques, la veillée mortuaire se tient à sa résidence, sise rue Ngamaba N° 14, quartier la ferme à Mikalou || (référence :arrêt la ferme) Ce communiqué tient lieu de faire part.



La famille Okieli, Mombouli et Etemabeka ont le regret d'informer les parents, amis et connaissances du décès de leur mère, tante, grande-sœur Okieli julienne, survenu le 20 septembre 2022 à Brazzaville des suites d'une courte maladie.

La veillée mortuaire se tient sur l'avenue Boyelé.

Référence : Arrêt de bus la ferme quartier le bled.

La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



IN MEMORIAM



27 septembre 2019 – 27 septembre 2022

Voici 3 ans que ma mère, grande-sœur, tante, fille, Mireille Prisque Niomella, nous a quittés pour un monde meilleur. Le voyage n'est pas fini et la mort n'est qu'un début. Car, jamais ne meurt celui auquel on continue de penser. En ce jour commémoratif, « la Grande Famille, Niombella, Mibelle Okolo Olyda (fille) » prie tous ceux qui l'ont connue et aimée, d'avoir une pensée pieuse en sa mémoire.

Le temps qui passe ne peut effacer la douleur d'un être cher. La lumière et la force de dieu, ainsi que sa présence auprès de lui sont notre confort et notre joie.

Maman, que la paix du seigneur soit toujours avec toi.

Maman, jamais, moi et tes petits fils t'oublierons.

COMMUNIQUÉ

La directrice générale du Complexe scolaire LYAM-ALEX informe les parents et élèves que la rentrée scolaire 2022-2023 aura lieu le lundi 3 octobre à 7h00.

À titre de rappel, les frais d'inscriptions s'élèvent à 1000 FCFA par élèves et sont gratuits à partir de deux enfants appartenant à une même famille.

Les frais mensuels sont :

- 1-Garderie : mi-temps = 10 000FCFA ; plein temps = 15 000FCFA.
- 2-Prescolaire : mi-temps = 10 000FCFA ; plein temps = 15 000FCFA.
- 3-Primaire : mi-temps = 10 000FCFA ; plein temps = 15 000FCFA.
- 4-Collège de la 6^e à la 4^e = 12 000 FCFA ; 3^e = 15 000FCFA.

Adresse : Case P 13- 144V à Sonaco, derrière l'école de la Soprogi en allant vers la station totale.

Contact : 06 498 22 45/ 06 99 20 846/05 768 55 55

La Direction

PARUTION

« Révélation confidentielle » de Benoît Moundélé-Ngollo

Paru aux éditions Les impliqués, le livre de 215 pages, qui met à la disposition du lecteur quelques convictions profondes de l'auteur qualifiées de profession de foi, lui révèle aussi des faits confidentiels vécus par lui. Il a été présenté le week-end dernier à Brazzaville.



Après le décryptage du livre par le Pr Bienvenu Boudimbou, Winner Frank Palmers, docteur en sciences de l'information et de la communication, écrivaine et enseignante à l'Université Marien-Ngouabi, a souligné que cette œuvre littéraire écrite en prose argumentative est émaillée de textes et fragments relevant de la catégorie générique essayiste. Comme dans «Les essais de Montaigne», Benoît Moundélé-Ngollo, Mouandzolo Pama de son appellation coutumière inhérente à sa chefferie traditionnelle et coutumière, mène des réflexions

sur une pluralité de sujets. Tout cela est présenté comme à l'accoutumée dans un style propre à cet auteur, un style qu'il dit ne pas obéir aux recommandations académiques classiques, autrement dit, une autre manière d'écrire (Aumad'ec). Page après page, le lecteur découvrira, surprise après surprise, les faits vécus et ressentis comme tels par l'auteur. Le livre du général écrivain est constitué des titres suivants : Dédicace ; Révélation, Confessions et confidences ; Bibliographie ; Miroirs-nous dans mes quatre rêves ; Prométhée, Voltaire et

Le général écrivain dédicace son livre/Adieu moi ; Lettre ouverte aux originaires du district d'Ongoni ; Lettre ouverte aux dirigeants, cadres et autres citoyens ; Des pays qui sont victimes des antivaleurs ; Problèmes qui empêchent ou freinent le développement des pays d'Afrique ; Conclusion ; Postscriptum. « Après avoir lu ce petit livre, petit par sa forme et son volume physique certes, mais grand peut-être par le fond des questions, ou des sujets dont je parle dans les pages et les strophes qui le réglementent, plusieurs personnes pourront se

poser mille et une questions pour mieux saisir ou comprendre pourquoi je me suis exprimé ainsi ou de la sorte. C'est pourquoi, n'ayant pas écrit un avant-propos, j'écris cette conclusion. Pour donner des éléments de compréhension de ce livre », a souligné le général écrivain, Benoît Moundélé-Ngollo. Pour l'auteur, plusieurs titres se sont présentés à lui, à savoir Constat fait-on vivant dans la société ; Ce qu'il faut savoir de moi ; Aveux, révélations et confidences ; Lisez ceci sans me poser des questions ; Professions de foi et confessions ; A lire après ma mort ; Vous pouvez ne pas me croire ; Tout cela fait partie de la vie ; ... Tout cela se vaut les uns les autres, et l'écrivain a procédé au tirage au sort pour choisir le titre du livre. En disant, comme César en l'an 52 avant Jésus-Christ, qui avait traversé le Rubicon, cette petite rivière qui séparait l'Italie de la Gaule Cisalpine, malgré l'interdiction du Sénat : « Alea jacta est », « Le sort est jeté ». C'est ainsi que le titre actuel du livre fut retenu, après hésitations, a-t-il dit. « Après avoir bouclé la conception et l'écriture du livre, pour le faire éditer et imprimer, j'ai relu le manuscrit et je me suis dit que quand vous aurez lu le livre, comme je l'ai fait en relisant son manuscrit, on pourrait faire appel à des psychologues, voire à des psychanalystes et autres spécialistes, pour saisir et comprendre les états d'âme, dans

lesquels je me trouvais, lorsque j'ai conçu et écrit le présent livre. En effet, dans l'ensemble, je mets beaucoup plus en exergue, ou je relève plus les aspects négatifs de la vie, que les aspects positifs. Si, par exemple, on pouvait, par une balance spéciale, soupeser tous les constats faits par moi, l'aiguille de la balance spéciale oscillerait et s'arrêterait du côté des constats négatifs. Pourquoi cela ? Je ne peux pas et ne pourrai pas répondre. Je peux cependant persister en disant que les faits vécus et ressentis sont vrais, comme l'est vrai le constat que je viens de faire », a signifié l'auteur. Né le 22 septembre 1943 à Sainte Radegonde (Tsambitso), dans le district d'Oyo, département de la Cuvette, Benoît Moundélé-Ngollo est un général admis à la deuxième section. De 1970 à 2015, en plus de ses fonctions militaires, il a plusieurs fois exercé des fonctions administratives, entre autres, celles de ministre des Travaux publics, d'administrateur-maire et préfet de Brazzaville. Il est chef coutumier supérieur «Mouandzolo Pama», dans l'un des terroirs des Mbochis d'Assoni, districts d'Ongoni et d'Ollombo, département des Plateaux. Notons que la cérémonie de dédicace de cet ouvrage a eu lieu le jour anniversaire du général écrivain, Benoît Moundélé-Ngollo.

Bruno Okokana

ARTS DE SCÈNE

L'IIT Congo prend part aux assises d'Accra

La deuxième édition des Scènes émergentes en Afrique (Emerging Art Scenes in Africa), organisée par le Conseil régional africain de l'Institut international du théâtre (IIT), se tient à l'Academy of Arts and Sciences d'Accra, au Ghana, du 25 au 30 septembre. Le Congolais Yvon Wilfrid Lewa-Let Mandah, écrivain, comédien, dramaturge et metteur en scène, président national du Centre du Congo Brazzaville de l'IIT, représente son pays et l'Afrique centrale à ces assises.

Soixante-quinze jeunes, vingt-cinq pays participants, autant d'experts et des délégations de l'IIT venus des quatre coins du monde prendre part aux retrouvailles culturelles qui n'ont pu avoir lieu en 2019 à cause de la pandémie de la covid-19. Tobias Biancone, directeur général de l'IIT, ainsi que la délégation du conseil exécutif et du secrétariat de l'IIT, prennent part à ces assises dites de la résilience. En effet, cette édition qui intervient après la première tenue en 2018 à Ouagadougou, au Burkina Faso, se veut non seulement celle de la résilience mais aussi une invite à une véritable « familiarisation » avec les racines culturelles africaines. Dans son discours inaugural, le directeur général de l'IIT, Tobias Biancone, malgré les relents et autres obstacles qui se dressent en Afrique, a invité les artistes, professionnels



Yvon Wilfrid Lewa-Let Mandah posant avec les collègues écrivains/DR

de la culture, éducateurs et chercheurs à se « familiariser » avec leurs racines culturelles. « Pour chercher les racines en Afrique, il faut adopter une autre approche. Nous de-

vons trouver les racines dans la dynamique unique que l'on peut trouver dans la vie quotidienne du continent. Il faut regarder les expressions artistiques qui ont leurs ra-

cines dans les célébrations populaires, dans les rituels et dans les mythes. Il faut explorer comment les artistes africains ont inclus les mouve-

ments, la parole, la musique, la parodie et la danse dans la vie quotidienne », a-t-il dit, conviant et encourageant les participants des Scènes émergentes en Afrique 2022 à profiter des capacités qu'offrent les ateliers, les programmes, les formations, les échanges, les performances pour pousser la réflexion et sortir de l'ornière. « Emerging art scenes in Africa » ou encore « Scènes émergentes en Afrique » est une plateforme de formation itinérante d'art vivant et visuel. C'est un cadre de rencontres, d'échanges, de formations, de créations artistiques au profit des jeunes acteurs africains. Signalons que l'IIT est la plus grande organisation mondiale dans les arts de la scène ou arts du spectacle. Elle a été créée en 1948 à Paris, en France, et a pour partenaire officiel l'Unesco.

Hervé Brice Mampouya

NOUVEAUX PROGRAMMES ÉDUCATIFS

Des enseignants en formation au lycée Victor-Augagneur

Organisée par le ministère de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation (MEPPSA), en partenariat avec le Projet d'appui à l'amélioration du système éducatif (Praased) et le soutien financier de la Banque mondiale, la formation prendra fin le 30 septembre prochain. Elle réunit les enseignants et le personnel d'encadrement du secteur public des départements de Pointe-Noire et du Kouilou qui apprennent à manier les nouveaux programmes éducatifs des classes de CP1 et CP2 (du primaire) 6e et 5e (du secondaire).

Victor-Augagneur vit actuellement au rythme de la formation avec les nombreux enseignants et personnel d'encadrement (inspecteurs et conseillers pédagogiques) qui le fréquentent depuis une semaine pour acquérir les notions nécessaires en vue de l'entrée en vigueur des nouveaux programmes. Ouverte par Régine Tchicaya Oboa, directrice de cabinet du MEPPSA, cette formation décentralisée se déroule simultanément dans la ville océane et dans les départements du Niari, de la Bouenza, de la Lékoumou et du Pool qui succèdent à ceux de Brazzaville, des Plateaux, de la Likouala, de la Cuvette, de la Cuvette-Ouest et de la Sangha où elle s'est déroulée du 2 au 11 septembre dernier. L'activité intègre la phase 2 du Praased ayant pour base l'amélioration de la qualité et de la gestion du personnel. La première, lancée en 2019, était axée sur les ateliers de réécriture des programmes scolaires du Congo (non révisés depuis des décennies) avec l'appui du consultant international, le Pr Philippe Jonnaert du Canada. Cela,



Les participants à la formation au lycée Victor-Augagneur/DR

pour doter le pays de programmes aux contenus scolaires pertinents et de qualité qui doivent être bien maîtrisés par les enseignants. Régine Tchicaya Oboa a indiqué que le Praased, ayant son ancrage au MEPPSA, vise à remédier aux maux qui minent le système éducatif congolais tels que les déperditions et les redoublements massifs tant au primaire qu'au secondaire,

la qualification déficiente des enseignants, la qualité insuffisante des acquis scolaires. Le projet a été mis en œuvre avec le soutien financier de la Banque mondiale dont l'investissement dans l'éducation fait partie des priorités. «L'éducation est la clé de tout. On ne peut pas avoir des cadres de qualité si on n'investit pas dans l'éducation», a estimé Marie Yvette Sacadura,

chargée du projet Praased au niveau de la Banque mondiale. Une visite guidée effectuée après le lancement de la formation a permis à Régine Tchicaya Oboa d'échanger avec les participants venant du secteur public. Les nouveaux programmes ont pour base une approche par situations (programmes où l'élève est au centre de l'apprentissage, no-

tions qui cadrent avec les réalités du pays), approche pédagogique nouvelle pour le Congo. Ceux-ci portent sur le français, les mathématiques ainsi que les sciences de la vie et de la terre et ne concernent, pour le moment, que les classes de CP1 et CP2 (du primaire) 6e et 5e (du secondaire). Accompagnés des guides pédagogiques pour les enseignants et des cahiers d'activités pour les élèves, qui leur seront distribués gratuitement, ces programmes entrent en vigueur dès la rentrée scolaire 2022-2023. Leur mise en œuvre se poursuivra avec les autres classes du primaire et du secondaire à la rentrée scolaire 2023-2024, a indiqué Calixte Kolyardo, coordonnateur du Praased. Notons que la formation décentralisée concerne aussi les enseignants du secteur privé. A Pointe-Noire, ils seront en formation du 1er au 9 octobre. A terme, 4307 enseignants et personnel d'encadrement du secteur public et 11906 du secteur privé seront formés, soit un total de 16213 enseignants.

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

EN VENTE

ÉDOUARD LONONGO

RÉPUBLIQUE DU CONGO
RÉFLEXION SUR LA PRATIQUE
PARLEMENTAIRE
AU SÉNAT

Préface de Pierre Ngo

Laurent Tongo

LE DROIT DES MARCHÉS PUBLICS
DANS LES ÉTATS MEMBRES
DE LA CEMAC
ÉTUDE COMPARÉE

WINNER of the NEUSTADT PRIZE

Boubacar Boris DIOP

MURAMBI
Le livre des ossements

Roman

Roland BEMBELY

Code des
Hydrocarbures
du Congo

Notes, commentaires, jurisprudence et éléments de droit comparé

Roch Cyriaque GALEBAYI

Le Commandant
Marien Ngouabi
(1938-1977)

Un leader charismatique
et un modèle pour l'Afrique

Préface du Pr Théophile OBENGA

Jacques N'GOULOU

Paradoxe de
l'agriculture congolaise

Préface de Jean Jacques BOLYA
Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, du Pêche
et des Grands Travaux

Lazare BABINDAMANA BIZI

LES PASSERELLES
DANS
LE MONDE
DU TRAVAIL

Roland Bembely et Annicet Cyriaque Nassy Pratt

Précis de sous-traitance
au Congo

Nouvelle réglementation de la sous-traitance
pétrolière

Rigobert Sabin BANZANI

Le droit de l'urbanisme
au Congo

Stratégies publiques de maîtrise foncière
et pratiques privées

Piacle Moudoukou

PRÉSIDENTS ET MINISTRES
DU CONGO-BRAZZAVILLE
(1958-2021)

PRIX DES CINQ CONTINENTS

Le lauréat sera connu l'année prochaine

La sélection des dix ouvrages finalistes représentant huit pays a eu lieu au cours d'une réunion tenue en visio-conférence par les représentants des six Comités de lecture du Prix des cinq continents, la semaine dernière. La désignation du lauréat aura lieu en janvier 2023.

Créé en 2001 par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Prix des cinq continents récompense chaque année un texte de fiction narratif (roman, récit et recueil de nouvelles) original. Pour cette vingt-et-unième édition, dix ouvrages ont été sélectionnés sur les cent quatre-vingt-huit proposés par les comités de lecture constitués, entre autres, de l'Association Passa Porta (Fédération Wallonie-Bruxelles), l'Association des écrivains du Sénégal (Sénégal), l'Association du Prix du jeune écrivain de langue française (France), l'Association Culture Elongo (Congo). Il s'agit de «Noces de coton» d'Edem Awumey (Togo-Canada-Québec) et «Enlève la nuit» de Monique Proulx (Canada-Québec), Ed. du Boréal (Canada-Québec); «Le silence des dieux» de Yahia Belaskri

(Algérie-France), Ed. Zulma (France); «L'agneau des neiges» de Dimitri Bortnikov (France-Russie), Ed. Rivages (France); «La voleuse» de Daria Colonna (Canada-Québec), Ed. Poètes de brousse (Canada-Québec); «Les ombres filantes» de Christian Guay-Poliquin (Canada-Québec), Ed. La peuplade (Canada-Québec); «Moïse» de Casa de Driss Jaydane (Maroc), Ed. Les Avrils (France); «Gens du nord» de Perrine Leblanc (Canada-Québec), Ed. Gallimard (France); «Les Aquatiques» d'Oswalde Lewat (France-Cameroun), Ed. Les Escales (France); «Saharienne Indigo» de Tierno Monenembo (Guinée-Conakry), Ed. du Seuil (France). De l'avis des comités, cette sélection se distingue par la présence de personnages nomades, déterminés, attachants, en quête de mondes

meilleurs. Par-delà la diversité et la rudesse des époques et des territoires, elle témoigne d'une aventure humaine en constante résonance avec les langues, l'altérité et l'histoire. Le jury international, présidé par l'écrivaine franco-égyptienne, Paula Jacques, désignera le lauréat en janvier prochain. La remise du Prix se fera durant le mois de mars 2023, en marge de la Journée internationale de la Francophonie. L'OIF assurera ensuite sa promotion sur la scène littéraire internationale durant une année entière.

Un prix qui met en lumière des talents littéraires

Doté d'un montant de quinze mille euros, pour le lauréat, et de cinq mille euros pour la mention spéciale du jury, le prix met en lumière des talents littéraires reflétant l'expression de la diversité culturelle



et éditoriale en langue française sur les cinq continents et de les promouvoir sur la scène internationale. A l'image de la diversité de l'espace francophone, le jury du Prix des cinq continents est composé de quinze écrivains représentant la pluralité des imaginaires de la Francophonie. Lise Bissonnette (Canada-Québec), Paula Jacques, Vénus Khoury-Ghata (Liban), Liliana Lazar (Roumanie), Wilfried N'Sondé (Congo-France), Lyonel Trouillot (Haïti), Abdourahman Waberi (Djibouti) font

partie de ces écrivains. Pour rappel, le lauréat 2021 du Prix des cinq continents est le Palestinien Karim Kattan, pour son roman « Le palais des deux collines », Ed. Elyzad et le lauréat de la mention spéciale du jury est le Franco-Vénézuélien-Chilien, Miguel Bonnefoy, pour son roman « Héritage », Ed. Rivages. Notons que l'OIF compte quatre-vingt-huit États et gouvernements, cinquante-quatre membres, sept membres associés et vingt-sept observateurs.

Bruno Okokana

JOURNÉE FIFA

Les Diablies rouges en demi-teinte au Maroc

Une défaite et un match nul, tel est le bilan des Diablies rouges lors de leur mise au vert à Casablanca, au Maroc.

Trois jours après avoir fait jeu égal 3-3 face aux Baréa de Madagascar, les hommes de Paul Put ont retrouvé leurs vieux démons en s'inclinant 0-2, le 27 septembre, face aux Mourabitounes de la Mauritanie, dans le cadre des journées de la Fédération internationale de football association (Fifa). Aboubacar Camara et Thiam ont été les bourreaux des Congolais en seconde mi-temps. Le chantier de la reconstruction de l'équipe nationale est vaste. Il faut vraiment du temps pour permettre aux Diablies rouges de retrouver leurs lettres de noblesse. Au Maroc, les Congolais ont une fois de plus prouvé qu'ils étaient capables du meilleur comme du pire. Paul Put a perdu le pari de remanier le onze de départ alors qu'il en avait pleinement le droit puisqu'il fallait juger le niveau de chaque joueur. Le match contre la Mauritanie a surtout révélé le manque d'équilibre entre l'attaque et la défense. Le Congo n'a pas été solide défensivement. En deux rencontres, il a



Les Diablies rouges en demi-teinte au Maroc/DR

concéder cinq buts contre trois marqués. Le deuxième but des Mourabitounes a été, d'ailleurs, consécutif à la mauvaise relance de l'un des défenseurs. Dans le haut niveau, ce genre d'erreurs se paie cash. Cette équipe à deux visages aurait pu mieux faire si Moussiti Oko

gardien de la Mauritanie a été sans nul doute le tournant du match. La déception de n'avoir pris qu'un point sur les six est certes là. Mais dans l'ensemble, ces deux matches ont servi pour mieux préparer les prochaines échéances. Il faut se mettre au travail pour corriger les

erreurs constatées. Tout n'était pas mauvais car il y avait aussi de choses positives sur lesquelles le sélectionneur pouvait s'appuyer pour bâtir une équipe compétitive, à l'image de celle de la Mauritanie qui présente actuellement un bilan très convaincant de cinq victoires et un nul en six rencontres disputées. Notons que c'est la deuxième fois

de Sébastien Migné, les Congolais s'étaient inclinés 1-2. La Mauritanie a participé aux deux dernières phases finales de la Coupe d'Afrique des nations contrairement au Congo dont la dernière participation remonte à 2015.

James Golden Eloué